



Sandro Arcioni aimerait révolutionner la gouvernance du sport. PHOTOS JESSICA GENOUD

Les remèdes du Dr Arcioni

CORRUPTION. Consultant et enseignant, Sandro Arcioni est spécialiste en management du sport. Le Sorensois a proposé aux fédérations sportives de créer une entité qui mettrait la gouvernance sportive au sommet d'un système finalement très familial.

JÉRÔME GACHET

Décidément, ça n'arrête pas. Dimanche, c'est la *SonntagsZeitung* qui révélait l'existence d'une liste de noms de membres de la FIFA ayant reçu des versements de plusieurs millions. Alors que les pays hôtes des Coupes du monde 2018 et 2022 seront désignés ce jeudi, la tempête s'abat de plus en plus fort sur la plus grande fédération sportive du monde.

Spécialiste en management du sport, consultant pour de grandes sociétés, Sandro Arcioni observe le phénomène avec le regard du scientifique. Il propose également des remèdes. Cet habitant de Sorens – il a notamment créé le Panathlon club de la Gruyère en 2001 – en arrive à la conclusion que le sport souffre essentiellement d'un problème de gouvernance. Il propose même de créer une agence indépendante, la WSGA.

Avec tout ce qui se passe, comment croire encore à une désignation objective des pays hôtes des Coupes du monde 2018 et 2022?

Il est vrai qu'avec tout ce qu'on entend et lit depuis quelques semaines, en se remémorant les scandales du passé, il est légitime de se demander si des préchoix n'ont pas été faits. Cela dit, je ne parlerais pas de corruption.

Et pourquoi?

Il faut d'abord comprendre que les fédérations sportives fonctionnent comme une famille qui a ses coutumes et qui fait ce qu'elle veut au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse. Du moment que telle ou telle pratique est admise par la famille, s'agit-il de corruption? D'autre part, les affaires dont il est question ne concernent pas toujours des détournements d'argent à des fins personnelles. Quand le représentant d'une petite fédération africaine donne sa voix en échange d'un crédit de construction pour un centre de formation, j'estime que ce n'est pas de la corruption.

Sauf que ce n'est pas le meilleur dossier qui l'emporte. Sans parler des membres de la FIFA ou du CIO qui ont touché de l'argent pour eux seuls...

Je ne suis pas en train d'excuser le système. J'essaie simplement de comprendre comment on en est arrivé là. Le problème, c'est

que ces coutumes ne sont pas explicites. Il faudrait donc les écrire et déterminer celles qui sont interdites et celles qui ne le sont pas. Or, aujourd'hui, c'est le flou. C'est donc avant tout un problème de transparence.

La veille de l'élection de Sepp Blatter, en 1998, des enveloppes ont circulé. La FIFA avait reconnu les faits, mais avait certifié qu'il s'agissait d'avances de subsides... Si c'est le cas, ce sont les petites fédérations, plus nombreuses, qui éliminent le président sur des critères discutables...

C'est vrai. Pour couper ces jeux d'influence, même si on n'y arrive jamais totalement, on pourrait imaginer un système de délégués par continent. Pour la désignation des organisateurs de grands événements, cela soulève la question de la professionnalisation des commissions. J'estime qu'il faudrait nommer des gens compétents plutôt que des représentants des fédérations. Je constate par ailleurs que le CIO a

passablement réglementé les choses en interdisant notamment les cadeaux. Depuis ce moment-là, les problèmes ont été beaucoup plus rares.

On a remarqué lors des dernières affaires de corruption à la FIFA qu'il était difficile pour un pays de s'en mêler, le vide juridique profitant aux fédérations sportives. Finalement, quels intérêts ont-elles à s'y attaquer?

Elles sont en porte à faux. D'un côté, elles peuvent faire ce qu'elles veulent au sein de leur association, car elles sont en situation de quasi-monopole. De l'autre, elles servent de modèle éthique à une grande partie de la population. Les fédérations ont tout intérêt à prendre le taureau par les cornes. Comme je l'ai dit, c'est un système qui s'est construit comme une famille qui n'est pas forcément prête à faire face à des enjeux colossaux. Le sport génère des milliards. Son budget est équivalent à celui de l'agriculture. Il faut donc revoir la manière de le manager. ■

BIO EXPRESS

Sandro Arcioni.

Age: 50 ans.

Domicile: Sorens depuis 1989. Né à Fribourg, il a partagé son temps entre le Tessin et la Suisse romande.

Formation: ingénieur d'électro-technique à l'Ecole d'ingénieurs de Fribourg. Postgrade à l'EPFL en informatique technique et d'autres dans le domaine du sport. Master en management des systèmes d'information. Thèse de doctorat sur «Les modalités de la gouvernance des fédérations internationales sportives» à l'Université de Lyon I.

Profession: consultant pour les grandes sociétés dans le domaine de la gouvernance, il enseigne le management dans plusieurs universités (Lyon, Bruxelles et au Liechtenstein). Il est également directeur d'un CAS de management du sport à l'HEIG-VD d'Yverdon.

Hobbies: ancien spécialiste de demi-fond (400 m, 800 m et 1500 m), il pratique désormais le VTT, le ski de randonnée et la montagne.

Son idée: créer une agence indépendante

Que proposez-vous pour lutter contre les dysfonctionnements que vous avez relevés?

Comme il existe l'Agence mondiale antidopage (AMA), je suggère d'en créer une pour la gouvernance du sport. On pourrait l'appeler la World Sport Governance Agency (WSGA) qui s'appuierait sur la Charte olympique.

Et comment fonctionnerait-elle?

Son premier rôle serait d'aider les fédérations à se mettre à niveau. En disant, par exemple, ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas. Les coutumes deviendraient ainsi des règles communes, ce qui permettrait de déterminer des sanctions. Avec une bonne gouvernance, on gagne en transparence, en professionnalisation et en harmonisation, car le problème ne peut être pris que globalement. Dans un deuxième temps, la WSGA pourrait effectuer des contrôles pour s'assurer que les règles sont suivies.

Avez-vous un exemple?

Cela permettrait notamment de fixer un cadre clair pour savoir quelle discipline est olympique. On sait que certains sports le

sont pour différentes raisons – bonnes ou mauvaises – alors qu'ils n'intéressent plus personne. En fixant des critères valables pour tous, il y aurait une cohérence.

Votre idée est séduisante sur le papier, mais, dans les faits, il serait impossible d'atteindre un consensus. Pour poursuivre l'exemple des sports olympiques, les fédérations menacées s'y opposeraient aussitôt.

Mais elles n'auraient qu'une seule voix.

Sauf que, pour ce qui est du dopage, la bataille est loin d'être gagnée...

C'est vrai, mais où en serait-on si l'AMA n'avait pas été créée? Ce serait probablement bien pire. Le chemin suivi est le bon, même s'il reste beaucoup à faire.

La WSGA serait indépendante, mais elle émanerait du monde sportif. Ne pensez-vous pas que la solution doit venir de l'extérieur, par exemple de la juridiction des pays?

C'est très compliqué. Prenons le cas d'un cycliste américain appartenant à une équipe italienne qui se fait contrôler positif lors d'une course en Belgique. On ne s'en sort

plus. Pour cela, il faut avoir un code propre au monde sportif et que les fédérations s'engagent à respecter. Comme pour la lutte antidopage.

Pour créer l'agence que vous proposez, il faut des moyens, non?

J'ai fait un business plan. La structure que je prévois nécessite environ 35 personnes. Ce n'est pas si important que cela.

Comment les fédérations ont-elles accueilli votre idée?

Les échos sont bons. Sepp Blatter m'a notamment dit qu'il trouvait mon travail intéressant. Je pense que les fédérations ont cette volonté de se plier à des règles communes à la condition, cependant, qu'on ne leur mette pas de bâtons dans les roues. En mettant une telle structure en place, elles pourraient s'attaquer non seulement à la corruption, mais aussi au dopage, aux notes en patinage artistique, aux plans de développement durable, etc. Il faut désormais espérer que de grandes organisations – le CIO et deux ou trois grandes fédérations – lancent le processus. ■

Les fédérations sportives fonctionnent comme une famille qui a ses coutumes et qui fait ce qu'elle veut.

SANDRO ARCIONI,
SPÉCIALISTE EN MANAGEMENT DU SPORT